

Nommer l'ennemi ?

Tout le monde est aujourd'hui d'accord avec l'axiome que nous défendions il y a des années déjà, selon lequel « il faut nommer l'ennemi », et chacun le répète à l'envi.

Mais peut-être ne comprennent-ils pas ce qu'implique cette capacité à nommer : une fois que l'on a parlé du terrorisme islamiste, de la radicalisation d'habitants du territoire français sous l'emprise d'imams dégénérés, et de l'État islamique comme agent extérieur, il s'agit surtout de comprendre comment cet ennemi agit, pour lui couper les ailes et à terme le détruire entièrement.

Il faut bien entendu poursuivre la guerre, la vraie, celle qui se déroule sur le théâtre du Proche-Orient, en Syrie et en Irak, mais aussi en Libye - où trois sous-officiers viennent de tomber pour la France - au Mali toujours, enfin sur cet axe gigantesque qui s'étend du Nigéria au Pakistan.

Cette mission admirable, la France l'accomplit, quasiment seule en Europe, aux côtés des États-Unis, et le monde entier devrait lui en être redevable.

Cependant, la protection du territoire national est naturellement la première des priorités.

A ce défi, et face aux actes de barbarie qui s'y déroulent régulièrement depuis quatre ans, depuis les assassinats commis par Mohamed Merah, les gouvernements successifs ont trop mal répondu.

La désorganisation des services de renseignement par Nicolas Sarkozy en 2008 est l'une des causes fondamentales des erreurs de jugement qui ont permis la prolifération de ces actes.

De même, la baisse du nombre de policiers et de militaires engagée sous son quinquennat résonne douloureusement aujourd'hui. Sans oublier la fin de la double peine.

La gauche au pouvoir depuis quatre ans n'est pas en reste : par idéologie, elle a dépouillé la justice de ses moyens, laissant passer entre les mailles du filet punitif ces condamnés de droit commun que sont tous les terroristes.

Elle s'est refusée, encore par idéologie de soumission, à fermer les mosquées signalées pour leurs prêches radicaux, s'est refusée à expulser des imams réputés pour leurs appels à la haine, n'a pas pris les mesures de contrôle des frontières qui s'imposaient, non seulement devant la vague immense de réfugiés, mais de manière générale contre une immigration structurellement incontrôlée.

Elle a désarmé moralement la France, culpabilisant ses citoyens et empêchant la moindre remise en cause d'une religion devenue folle, l'islam.

Enfin, la destruction systématique de l'éducation, nationale et populaire, de la culture française, entreprise depuis quarante ans, ne pouvait que laisser pantelants et honteux des Français à qui l'on inflige aujourd'hui la double peine :

la mort et le déshonneur.

Il n'est pas encore trop tard pour réagir, quoique la colère monte chez nos compatriotes contre ces hommes passés du côté de l'inhumanité et de la barbarie. Mais nommer l'ennemi voudra toujours dire aussi : ne pas lui ressembler.

La France possède la force de se défendre. Elle doit le faire dans l'ordre, l'intelligence et la justice. Car le désordre et la vengeance n'engendrent qu'eux-mêmes.

Les réponses ne manquent pas et il faut les appliquer avec la sévérité qu'exigent les circonstances : fermeture de toutes les mosquées dites radicales, expulsion des imams qui prêchent la guerre et le fanatisme, contrôle des frontières avec suspension de Schengen si nécessaire, limitation de l'immigration légale, fin de l'immigration illégale, révision du code de la nationalité, déchéance de celle-ci pour les binationaux convaincus de projets d'entreprise terroriste, rétablissement de la double peine.

Mais encore et surtout dans le fond : sortie du Conseil de l'Europe pour se soustraire aux arrêts iniques de la CEDH ; réarmement de la justice ; reconstruction de l'école et de l'éducation populaire ; enfin, renouveau de l'éducation populaire pour refaire des Français.

Un long travail et une lourde tâche, auxquels nous ne pourrions nous dérober.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

Président de l'Avant-Garde

Le Pape devant l'Europe et le monde

On aurait tort de recevoir les deux discours du Pape François le 25 novembre dernier, devant le Parlement européen et le Conseil de l'Europe, comme des allocutions anecdotiques et circonstanciées.

Tort aussi de penser qu'elle s'adressait exclusivement aux citoyens européens et à leurs représentants.

Le souverain Pontife y dessine une perspective géopolitique pour le monde entier, à charge pour les gouvernements et les institutions internationales de l'appliquer.

Certainement, le pape n'a toujours pas de divisions, selon le bon mot de Staline : cela n'empêche pas la diplomatie vaticane de demeurer l'une des plus influentes du monde, comme le premier pas vers une réconciliation entre Cuba et les États-Unis vient de le prouver.

C'est même sans doute cette absence de puissance matérielle, cette « politique de la faiblesse », qui constitue le cœur du succès de cette géopolitique catholique.

Les discours de François ont eu pour but, en effet, de rappeler aux instances européennes, mais aussi aux puissants du monde entier, la nécessité du recours à une vraie universalité pour parvenir à organiser autrement la planète.

Il s'agit selon lui de « maintenir vivante la réalité des démocraties est un défi de ce moment historique, en évitant que leur force réelle - force politique expressive des peuples - soit écartée face à la pression d'intérêts multinationaux non universels, qui les fragilisent et les transforment en systèmes uniformisés de pouvoir financier au service d'empires inconnus. »

Le pape conteste ainsi formellement la croyance, bien ancrée depuis plusieurs siècles dans l'esprit des occidentaux, et croyance que l'accélération de la mondialisation a décuplé ces dernières décennies, en une humanité que le seul « doux commerce » unirait et rendrait fraternelle.

C'est une critique adressée, certes, à l'union européenne actuelle qui s'est fondée sur une monnaie et un marché unique, au risque de détruire les économies nationales et locale, mais aussi aux grands ensembles prométhéens qui tentent de se constituer partout sur le globe, comme ce Traité transatlantique que négocient Europe et États-Unis : « On constate avec regret, affirme-t-il sans détours, une prévalence des questions techniques et économiques au centre du débat politique ». Ce qui induit selon lui une destruction générale des rapports humains.

Il ne faut pas considérer les paroles du Saint-Siège comme relevant seulement d'une question morale, que l'on pourrait admettre ou refuser de manière privée : elles ont aussi une portée générale, c'est-à-dire politique, et concernent à ce titre tout le monde.

Notamment quand il assure que l'on assiste à « une revendication toujours plus grande des droits individuels, qui cache une conception de la personne humaine détachée de tout contexte social et anthropologique, presque comme une «

monade » (μονάδα), toujours plus insensible aux autres « monades » présentes autour de soi », les implications sociales et politiques de cette situation, si elle est vraie, sont vertigineuses et dramatiques.

Dans le sens où l'on subit une dénaturation de la démocratie, non plus conçue comme ce régime capable de protéger les minorités, mais seulement comme une puissante machine à satisfaire les désirs uniformes des masses.

Ainsi, « si le droit de chacun n'est pas harmonieusement ordonné au bien plus grand, il finit par se concevoir comme sans limites et, par conséquent, devenir source de conflits et de violences » : ce que l'on constate notamment dans le développement planétaire de l'islamisme, dont l'État islamique constitue le cas d'école.

Liberté est donnée à une idéologie d'appliquer aveuglément ses conditions totalitaires, au détriment des minorités présentes.

« Quelle dignité existe vraiment, quand manque la possibilité d'exprimer librement sa pensée ou de professer sans contrainte sa foi religieuse ? », demande François.

Et la démocratie libérale déchu se trouve dans l'impossibilité de répondre à cet état de fait qui pourtant la nie complètement parce qu'elle a oublié qui elle était et d'où elle venait.

Le discours du Pape est éclairant, géopolitiquement, en tant qu'il arrive à lier harmonieusement vocation universelle de l'Europe et respect des identités.

« Je suis convaincu, dit-il, qu'une Europe capable de mettre à profit ses propres racines religieuses, sachant en recueillir la richesse et les potentialités, peut être plus facilement immunisée contre les nombreux extrémismes qui déferlent dans le monde d'aujourd'hui, et aussi contre le grand vide d'idées auquel nous assistons en Occident ».

Alors que le terrorisme islamique déferle partout, notamment en Europe, cet appel à une connaissance neuve de ce qui nous fonde exige une réponse.

Réponse non pas égoïste, d'un nationalisme qui se renfermerait derrière une identité pure fantasmée, mais réponse ouverte et constructive, généreuse, parce qu'« à côté d'une Union Européenne plus grande, il y a aussi un monde plus

complexe, et en fort mouvement.

Un monde toujours plus interconnecté et globalisé, et donc de moins en moins « eurocentrique ».

La destinée de l'Europe, que l'on a tendance à oublier, est certainement de « prendre soin de la fragilité des peuples et des personnes », et de répondre « aux nombreuses injustices et persécutions qui frappent quotidiennement les minorités religieuses, en particulier chrétiennes, en divers endroits du monde ».

Mais voilà qui exige, au-delà des paroles, une intelligence de la situation géopolitique mondiale actuelle.

Par exemple, l'alignement complet de l'Europe sur la politique de puissance américaine répond-il à cette demande de complexité ?

Certainement non, comme les cas ukrainien, syrien et libyen l'ont montré.

L'acharnement unilatéral contre le régime de Bachar el Assad a durablement aveuglé nos gouvernants qui n'ont pas vu que derrière lui, et contre lui, il y avait pire ; la mise au pilori de Vladimir Poutine a réduit l'Union européenne au rang de valet pusillanime des intérêts américains en Ukraine ; l'attaque irréfléchie de Mouammar Kadhafi a in fine libéré des forces délétères dans toute l'Afrique que nous sommes maintenant incapables de contrôler.

Où l'on voit que l'oubli de la complexité du monde, et notamment des minorités qui le composent, comme les chrétiens d'Orient, la réaction épidermique et simplette sous l'aiguillon médiatique, sont des trahisons de l'esprit européen de mesure et de protection des faibles.

Les discours du Pape François, s'ils étaient écoutés et pris en compte, pourraient constituer l'amorce d'une reconstruction des rapports sociaux internes aux nations occidentales, où la subsidiarité, la question des limites seraient réellement prises en compte ; mais aussi d'une « nouvel ordre » du monde plus équilibré, et enfin réellement humaniste.

Publié par Charles Millon · 6 février 2015, 10:43

Après le 11 janvier: Définir l'adversaire

Publié par Charles Millon · 12 janvier 2015, 18:10

Nul n'est évidemment demeuré insensible à la tragédie que la France a vécu ces derniers jours, à travers ses 17 enfants tombés sous les balles de terroristes.

Les manifestations du week-end, en effet sans précédent dans l'histoire nationale, ont démontré combien la France a été touchée dans ses tripes.

On peut se féliciter bien entendu de l'ampleur de ce sursaut.

Reste cependant, si l'on veut garder la tête froide, à se demander contre qui l'on a défilé.

C'est-à-dire que nous devons enfin définir l'adversaire qui, lui, nous a déjà désignés comme tel.

Assistons-nous à une guerre de civilisation ? Oui vraiment, je le crois.

L'islamisme est un cancer qui a gangrené la moitié du monde, du Pakistan au Nigéria, de l'EI à Boko Haram, en passant par les talibans, mais aussi par les monarchies du Golfe.

Aujourd'hui, cet ennemi est aussi, il faut l'avouer, un ennemi de l'intérieur.

Nous autres européens de tradition judéo-chrétienne n'avons aucune envie de désigner à la vindicte quelque population que ce soit, car nous connaissons trop le fonctionnement du bouc-émissaire, qui a justement été dévoilé par le Christ lui-même dans sa mort sur la croix.

Et c'est justement pourquoi, et pour sauver notre monde, et pour protéger les musulmans, et les protéger d'eux-mêmes, que nous souhaitons qu'ils parviennent enfin à débarrasser leur religion des ferments meurtriers qu'elle comporte encore à l'évidence.

Nous ne pouvons agir à leur place.

Nous pouvons cependant, d'abord en France, mais aussi en Europe et dans tout le reste du monde occidental, les inciter à se réformer vraiment, et pas seulement en paroles, en bannissant enfin et définitivement la charia, en ce qu'elle comporte de lois insupportables, comme la lapidation, le meurtre pour apostasie, le voile des femmes, entre autres.

C'est ainsi que les musulmans pourront enfin intégrer pleinement la communauté nationale.

